

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes



n° 1275
4 au 10 avril 2002

2 €

ISSN 0026-9433

Insécurité mode d'emploi



RETOUR DU DÉLIT de sale gueule. Stigmatisation à outrance des populations d'origine étrangère. Déchainement médiatique au moindre fait divers impliquant la figure emblématique du jeune Beur de banlieue, désocialisé de préférence. Pour les flics visant les pneus mais atteignant la nuque d'un conducteur « connu des services de police », la relaxe, l'acquittement, au mieux des peines symboliques. Inquiétante inflation du discours antijeune, anti-arabe, anticité, servant de point d'appui aux gesticulations des deux probables finalistes de la compétition électorale en cours. Ceux-là rivalisent de basses flatteries, bien qu'ils nous promettent les mêmes lendemains qui déchantent : réforme de l'ordonnance de 1945 protégeant les mineurs, ouverture de centres fermés (*sic*), création d'un grand ministère de la Sécurité intérieure, mise en place d'un

« GIGN des banlieues » (*re-sic*)... Il faudrait vouloir se livrer à une recherche relevant de la sémantique pure pour découvrir ce qui, peut-être, différencie sur ce plan les programmes des deux candidats. Nous y avons renoncé : quand seules les couleurs des affiches et des tracts changent, autant laisser aux habituels politologues pompidoliens le soin d'éclairer l'électeur sur des nuances dignes du pire macramé. Il nous semble, en revanche, nécessaire de revenir sur la genèse de l'actuel délire sécuritaire, et, à l'adresse de nos amis politiquement sourds et moralement malentendants, d'exposer une fois encore les vraies finalités d'une offensive qui s'inscrit dans la continuité de celles menées, sur d'autres fronts, par le néolibéralisme.

La surenchère sécuritaire n'est pas le fruit d'une prétendue hausse brutale de la petite délinquance, pas plus qu'elle n'est la conséquence d'une sou-

dain prise de conscience de la part des partis de gouvernement. Après une légère dégrue, le nombre des crimes et délits est certes reparti à la hausse, mais ne fait que rejoindre aujourd'hui son niveau de... 1994. Rappelons qu'à l'époque, place Beauvau, régnait un certain Pasqua, Charles, de sinistre mémoire. De même, l'idée si répandue d'un « virage socialiste » lors du colloque de Villepinte (1998), n'est qu'un leurre tendant à accréditer, dans l'opinion, l'image d'une gauche rompant avec le prétendu angélisme miterrandien. Si virage il y eut, il était mûri de longue date.

La presse, tous supports confondus, a d'abord déblayé le terrain. De reportages bidonnés sur le trafic d'armes en banlieue en émissions remuant le fer dans la plaie des quartiers défavorisés, les journalistes, en bon laquais, ont, durant des années, précédé les

Suite en page 3

Quelle alternative aux élections ?

Vendredi 12 avril

19 h 30

Meeting de la Fédération anarchiste
- Agir au lieu d'élire
- Le délire sécuritaire

À l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris 11^e.

= Rouen anti-fasciste

p. 3

= Belgique répression

p. 4

= Pédagogie alternative

p. 5

= Révolte en Algérie

pp. 6-7

= Les anars aux Balkans

p. 7

= Déchets nucléaires

p. 8

= Transports gratuits

p. 12



« Il est plus difficile de bien faire l'amour
que de bien faire la guerre. »

Ninon de Lenclos

Abonnez-vous
Abonnez-vous

FOP 2520

Vie du mouvement

Mercredi 3 avril

Paris 11^e

À l'occasion de la parution du Hors-série de *No Pasaran* « Sécuritaire, la guerre permanente », conférence-débat « Discours et pratique sécuritaire ». À 19 h 30 au CICP, 21 ter, rue Voltaire avec Sylvie Tissot et Pierre Tevanian auteurs de *Stop quelle violence ?* et Laurent Bonelli co-auteur de *La Machine à punir*.

Paris 20^e

Concert pour aider à financer la rencontre internationale de fanfares en lutte (Big-bang 2002) avec le FMI (Front musical d'intervention) et Cubilibre. À 20 h 30 à Confluence, 190, boulevard de Charonne.

Jeudi 4 avril

Paris 11^e

Conférence-débat « Internet, libéré en danger » organisée par l'Université ouverte et animée par Laurent Chemla. À 20 heures au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Vendredi 5 avril

Cherbourg

Le groupe FA de Cherbourg organise une réunion-débat sur le thème « Quelles alternatives aux élections ? » à 20 h 30 à la salle Gandhi, rue Delalée à Ocreville.

Paris 18^e

Projection-débat de « À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal », un film de Guillaume Burnod et David Rappé. À 20 h 30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette (M^e Blanche ou Abbesses).

Photos et illustrations : droits réservés

Samedi 6 avril

Bordeaux

De 15 h à 19 h à l'Athénée municipal, conférence-débat : « Le conflit israélo-palestinien : situation actuelle et perspectives », organisée par la Coordination girondine de soutien au peuple palestinien. Avec la participation de Bernard Ravenel (historien et président de France Palestine Solidarité), Liliane Cordova-Kaczerguiski (représentante de l'Union juive française pour la paix), Jacques Salles (président de Palestine 33), et le témoignage de Girondins de retour de missions civiles de protection du peuple palestinien.

Lyon

Débat organisé par le groupe Durruti de la Fédération anarchiste « Qu'est-ce que l'anarchisme ? » à 15 heures à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc. Apéro-bouffe à 18 heures suivi d'un sound system à partir 20 h 30.

Montreuil

La Maison des femmes de Montreuil accueille « les femmes en noir » qui vous proposent : 14 h 30, projection du film *Gaza* ; 15 h 45 : les femmes en noir vous parlent ; 16 heures, témoignage de « Ouzi Deckel », journaliste, sur la situation au Moyen-Orient ; 17 heures : Leila Chahid ambassadrice, déléguée nationale de la Palestine nous informera de la situation des femmes en Palestine. 24-26, rue de l'Église.

Nantes

LUNE (Libertaires unitaires Nantes estuaire) organise une réunion ouverte où vous êtes tout(e)s invité(e)s pour un échange sur les pratiques libertaires nantaises, sur l'unité, à 14 h 30, au 17, rue Paul-Bellamy (2^e cour au

Agenda



fond). À 18 heures, la FA, le SCALP et le Gasprom organisent, dans le cadre d'une campagne contre la politique sécuritaire, une conférence avec Jacques Lesage de La Haye sur la question « Quelle alternative à la prison et à la politique sécuritaire ». Un pot vous permettra de respirer entre ces deux temps de réflexion et d'échanges.

Paris 11^e

À 16 h 30 à Publico, projection-débat de « À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal » aux éditions Bonaventure et du Monde libertaire. Documentaire de 46 minutes.

Lundi 8 avril

Paris 18^e

Alternative libertaire organise la diffusion du film *Une résistance oubliée (1954-1957), des libertaires dans la guerre d'Algérie*, en présence des réalisateurs et des historiens Mohammed Harbi et Benjamin Stora. À 19 h 30 à l'Olympic café, 20, rue Léon (M^e Château-Rouge). Renseignements au 01 42 52 42 63.

Vincennes

Assemblée générale extraordinaire de Résistance à l'Aggression Publicitaire. De 19 heures à 22 h 30, salle André-Costes, 47, av. du Château. Métro :

Château-de-Vincennes, RER : Vincennes (sortie principale). Assemblée ouverte aux sympathisants.

Mardi 9 avril

Metz

Dans le cadre des Journées pour l'abstention révolutionnaire, l'Association culturelle et libertaire de Metz organise la projection de la vidéo *Vivre l'utopie !* suivie d'une discussion à 20 h 30 à la salle Robert-Ochs, 10, rue des Trinitaires.

Mercredi 10 avril

Metz

Dans le cadre des Journées pour l'abstention révolutionnaire, l'ACL de Metz organise un concert avec Edmondsson (rock) et Mel (chanson française) à 20 h 30 à la salle Robert-Ochs, 10, rue des Trinitaires. Entrée : 3 euros.

Jeudi 11 avril

Metz

Dans le cadre des Journées pour l'abstention révolutionnaire, l'ACL de Metz organise une soirée « Coluche et les élections » à 20 h 30 à la salle Robert-Ochs, 10, rue des trinitaires. Entrée libre.

Montpellier

À 20 h 30 Gaetano Manfredonia, auteur du « Que sais-je ? » sur l'Anarchisme en Europe, présentera son livre à la librairie « La mauvaise réputation » (20, rue Terral). Cette rencontre organisée par le groupe Un Autre Futur de la Fédération anarchiste sera suivie d'une discussion.

Toulouse

Le RASH présente à 20 heures, au Havana Café (Toulouse-Ramondville), concert avec Los Fastidios (street-punk, Italie), Brigada Flores

Magon (street-Oi !, Paris), Ska-War (Ska, Toulouse) et Bolchoï (Oi ! Toulouse). Participation aux frais : 8 euros. Tables de presse.

Vendredi 12 avril

Bordeaux

À 20 heures, le RASH présente au Koslow (35, rue Archard), concert avec Los Fastidios, Brigada, M.U.L et Marave (Bdx crew). Tables de presse. PAF : 10 euros.

Metz

Dans le cadre des Journées pour l'abstention révolutionnaire, l'ACL de Metz organise une conférence-débat « Agir au lieu d'élire » à 20 h 30 à la salle Robert-Ochs, 10, rue des trinitaires. Entrée libre.

Paris 11^e

Meeting de la FA « quelle alternative aux élections ? Agir au lieu d'élire, le délire sécuritaire... » à l'Agea, 177, rue de Charonne.

Samedi 13 avril

Bordeaux

À 20 heures, le RASH présente au Koslow (35, rue Archard), Opiock-95 (Oi ! Barcelone), Sons de Lucha (Bordeaux), Los de Abajo (Paris).

Chelles

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise un débat « Le délire sécuritaire » avec Sylvie Tissot (auteur avec Pierre Tevanian de *Stop quelle violence ?*). À 20 h 30, au Ibis, rue Emilie.

Paris 11^e

Le RASH présente Ska war, Los fastidios et Brigada Flores Magon. À 17 h 30 au 21ter, rue Voltaire. PAF : 8 euros.

Éditorial

CE SONT des centaines de milliers de personnes qui ont manifesté ce week-end en France, en Palestine et ailleurs dans le monde comme à Los Angeles, pour exiger une solution de paix au conflit du Proche-Orient, et l'arrêt de la complicité des gouvernements occidentaux.

La situation coloniale qui existe dans les territoires palestiniens du fait de l'État d'Israël s'enfonce dans une escalade de la violence sans autre issue que les morts et la désolation. Il est clair qu'il y a urgence à renverser le processus actuel où la parole et la perspective du côté israélien sont militaires. De l'autre côté, les souffrances rendent le peuple palestinien solidaire des dirigeants. Face à l'urgence et à l'escalade, il faut faire pression pour entamer la décolonisation et rendre la terre, donc les moyens de vivre, aux Palestiniens. Il faut que la population israélienne prenne conscience que la politique de Sharon, celle de la loi du talion, pérennise leur insécurité ; et de la nécessaire justice en rendant les territoires occupés. Qu'il faille créer les conditions d'une économie palestinienne sans tutelle israélienne est un fait. Et dans l'état du monde actuel, cela s'appelle peu ou prou un État. Ce n'est pas satisfaisant pour des libertaires. Cela ne sera pas suffisant pour assurer la paix au Proche-Orient. Mais cela devrait permettre au peuple pale-

stinien d'élaborer des forces politiques capables de penser la Palestine de façon alternative à celle d'Arafat. Ensuite, lorsque les plaies seront pansées, sans doute devra revenir l'idée d'une fédération israélo-palestinienne, pour pérenniser la paix et assurer une économie harmonieuse sur l'ensemble des pays. Mais l'histoire ne prendra pas ce chemin si on ne l'aide pas. L'aider aujourd'hui, c'est sortir les enfants palestiniens de la pression insupportable qui est celle de passer quotidiennement devant les armes de Tsahal pour les plus simples actes de leur vie, comme celui d'aller de chez eux à leur école.

Nous ne pouvons pas non plus méconnaître que si cette situation perdure cela vient du soutien quasi inconditionnel apporté par les États-Unis, maîtres du monde, qui considèrent Israël, comme ailleurs la Turquie, comme point d'appui de leur politique dans le monde et dans leur conquête des ressources énergétiques dans la région. Les dirigeants israéliens perpétuent, à leur mesure, le pillage des ressources du tiers-monde par l'Occident au travers de ce voisin qu'ils ne peuvent envisager qu'à genoux.

Pour un peuple qui ne voit aussi massivement d'issue à sa vie que dans des attentats suicides, il n'y a pas de place pour imaginer une société libertaire. Nous ne pouvons que nous battre pour exiger ces moments de paix où l'on peut commencer à penser l'avenir après avoir pansé le présent.

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n ^m	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n ^m	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n ^m	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Insécurité mode d'emploi

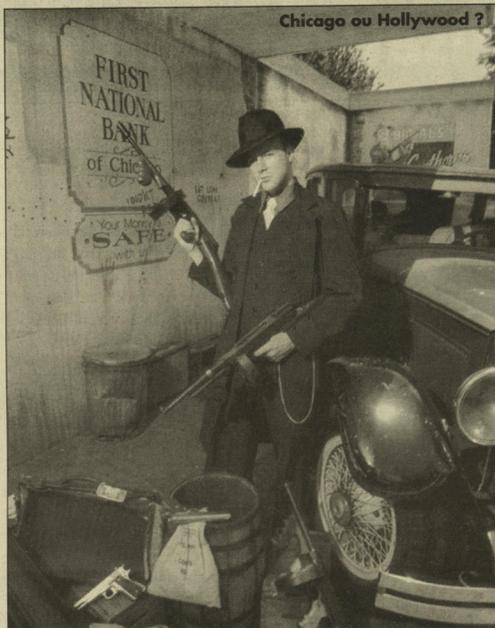
Suite de la une

vœux de leurs maîtres, travaillant à échafauder d'improbables « phénomènes de société » (pêle-mêle : le racket, les armes, la drogue, les tournantes, les rodéos sauvages, la violence à l'école, la violence dans les transports, la violence...), autant de châteaux de sables autour desquels les élus n'avaient plus qu'à venir s'ébrouer, munis de leur pelle et de leur seau ! Oui, ils ont fait du bon boulot. Travaillant avant tout au maintien de leurs privilèges (et émoluments afférents), ces marchands de peur portent une énorme responsabilité dans l'apparition de l'actuel climat de crainte, de haine et de rancœur. Parfois, leur fougue de petits reporters les a poussés à pondre des papiers qui relevaient moins du journalisme classique que de l'appel au meurtre : la police ne s'y est pas trompée, qui sait pouvoir maintenant buter du jeune sans risquer de goûter à la tôle.

Superflics

Mais il y a, bien évidemment, pire que le journaliste. Il y a l'homme politique qui, sous le joug d'une « panique morale », d'une pression populiste à laquelle, de par sa fonction, il se croit contraint de répondre (les élus lui ayant jusqu'à présent résisté se comptent sur les doigts d'une seule main), se tourne dans le sens du vent et réclame le retour d'une rigueur pénale qui ne s'est jamais démentie (on a même rarement embastillé si facilement les auteurs de petits délits). Pauvre petit soldat de l'armée néolibérale,

il pense œuvrer pour le retour de la paix civile dans « sa » banlieue. Il ignore que l'enjeu est ailleurs, que dans les ministères on se moque bien des conditions de vie des habitants de seconde zone, dont une bonne part n'ont même pas accès aux bureaux de vote. Certains élus, sont, il est vrai, mieux informés que leurs collègues. Eux savent que le but visé n'est rien moins qu'une nouvelle définition des missions de l'État, limitées à l'ordre public, police, justice, et puis c'est tout. D'ores et déjà impuissants sur le plan économique, bientôt privés de leurs moyens d'intervention dans le domaine social, les représentants de cet État ne sont tolérés par les maîtres de l'économie mondialisée qu'à la hauteur des services qu'ils peuvent encore leur rendre. Exigeant d'eux la plus extrême fermeté à l'égard des teigneux qui refuseraient, malgré les menaces, de se plier au Modèle, ils attendent des élus qu'ils jouent le rôle de modérateurs, calmant nos grosses colères, ou, à défaut, qu'ils se transforment en superflics : rôle que ces derniers s'empressent d'accepter, tant leur survie politique en dépend. Les maîtres disent : vos juges, vos prisons, votre armée, justifient à nos yeux votre piètre existence (en attendant de trouver mieux). Cependant, nous ne consentirons à tolérer la charge financière qu'elle implique que si vous vous chargez de briser toute velléité de résistance. Et les élus s'appliquent alors à mettre en place des pratiques répressives ne



pouvant que nourrir le sentiment d'insécurité (le bon sens populaire ne dit-il pas que s'il y a plus de policiers, c'est la preuve qu'il y a plus de voyous ?), lequel justifiera à son tour de nouvelles pratiques plus répressives encore. Le poisson se mord la queue, et n'est pas le seul à avoir mal.

Médiatisation de la violence

Si l'instrumentalisation du délire sécuritaire a été maintes fois, dans ces pages ou ailleurs, décrite, analysée, il n'empêche que certaines questions demeurent aujourd'hui

sans réponse. Comment est-il possible que l'insécurité arrive au premier rang des préoccupations de la population, quand le nombre d'agressions commises n'est pas plus important qu'il y a huit ans ? Comment, dans l'autoproclamé pays des Droits de l'Homme, un ensemble de lois telles que les LSQ a pu être voté sans provoquer un tollé général ? D'où vient que l'opinion, apparemment soucieuse de sa sécurité, gobe sans tellement broncher l'aberrante « société du risque » que lui vantent les caciques du MEDEF ? Pourtant ce modèle ne pourra, en cours de réalisation, éviter de créer de nou-

velles formes d'exclusion, de paupérisation, et par là même alimenter une violence dont les racines plongent dans le désarroi intime, le sentiment de sa propre inutilité. Pourtant, plus on s'enfoncera dans le projet néolibéral, plus cette violence ira en se radicalisant. Cette règle, vérifiée aux États-Unis, en Grande-Bretagne et ailleurs, une poignée de policiers et de juges supplémentaires ne pourra éviter qu'elle ne s'applique ici.

Un curieux paradoxe semble donc gouverner l'opinion publique, ces temps-ci. Oui au risque, mais non à l'insécurité ! Ouvrons des centres de détention et fermons des usines : quel est le rapport, après tout ?

Vraiment, vous ne voyez pas le rapport ?

Frédéric

groupe Louise-Michel

1. Il ne s'agit pas ici de vouloir minimiser la gravité de certains faits, encore moins d'excuser les petits caïds des cités, ceux qui font régner le terreur sur leur bout de trottoir, ne révent que de fric et de grosses cylindrées, et pour qui une fille ne saurait être qu'une sainte ou une pute. Le caractère fascistoïde de leur manière d'agir n'est plus à démontrer, il est à combattre. Simple-ment, la plupart des journalistes ont, semble-t-il, « oublié » que ces décrétes ne constituent jamais qu'une infime minorité, ne représentant qu'eux-mêmes, que si l'immense masse des exclus avaient effectivement sombré dans l'ultra-violence gratuite, on s'en serait, croit-on, aperçu.

2. L'expression est de Loïc Wacquant, dont le livre, *Les Prisons de la misère* (éd. Liber, disponible à Publico), est une excellente démonstration de ce que peut donner le néolibéralisme, en terme de pénalisation de la pauvreté.

Le Pen à Rouen : violences policières

Le 29 mars dernier, Le Pen était à Rouen pour un banquet « national ». Depuis quelques années, le FN a perdu beaucoup de ses cadres et militants sur la région normande, qui sont passés avec armes et bagages au MNR. N'empêche que Le Pen vient toujours, car il sait sans doute qu'il est toujours bien accueilli. Même si les thèses du FN (insécurité, immigration...) sont reprises par l'ensemble de la classe poli-

tique, il était hors de question de banaliser sa venue : Le Pen reste un fasciste, même s'il n'assume plus médiatiquement.

Le Pen sort de ses gonds ?

Une manifestation de protestation était appelée, notamment par Ras l'Front, la Gauche révolutionnaire et la Fédération anarchiste. Elle rassemblait près de 500 personnes dont une majorité de jeunes. Après avoir traversé les rues de Rouen, la manif est arrivée près du lieu de réunion. Un nombre impressionnant de flics empêchait d'atteindre les abords de la salle. Il était impossible, pour les manifestants, de faire quoi que ce soit (lors de la dernière venue de Le Pen, les manifestants avaient empêché les « invités » du FN d'at-

teindre les lieux). Seuls quelques œufs ont voltigé vers le SO du FN et des slogans (du type « Le Pen à la Seine ») ont été lancés lorsque le sus-nommé est venu parader et provoquer au balcon, protégé par les multiples rangées de flics et du DPS.

La police droite dans ses bottes

Parce qu'il était évident que les flics cherchaient l'affrontement et qu'on n'avait pas le nombre, la manif a commencé à se retirer. C'est à ce moment que les flics, lâchement, ont chargé (lacrymo, coups...). De même ils ont chargé une nouvelle fois dans les rues adjacentes. Au total, quatre jeunes ont été interpellés.

Suite à cette manifestation, quatre réflexions : ce n'est pas un scoop, mais les flics étaient vraiment là pour protéger Le Pen et s'en prendre aux antifascistes. D'ailleurs, pendant les charges, la sécurité dont ils étaient garants ne les a pas empêchés de faire refluer les manifestants vers la voie rapide sur berge (où la circulation n'était pas coupée), ce qui aurait pu être dramatique.

Deuxièmement, on peut se poser des questions sur l'efficacité des vieux briscards de la LCR recyclés, pour l'occasion, en service d'ordre de Ras l'Front (avec le côté machiste qu'une telle fonction entraîne). Le

SO a contrôlé tout débordement des jeunes qui voulaient une manif moins traîne-savate, pourtant la violence n'était pas dans la manif, loin s'en faut. Vouloir juguler quelques désirs, légitimes d'affrontements a laissé les manifestants totalement impuissants face aux violences policières.

P comme pourri, S comme salaud

Troisièmement, les jeunes militants du PS (ça existe) venus en nombre chercher une légitimité et des motivations pour des élections plutôt mornes et qui ont été pris à partie tout au long de la manif sur les positions anti-immigrés du gouvernement, ont pu apprécier, à leurs juste valeur, les pratiques d'une police aux ordres du PS.

Enfin, même si ce n'était pas une manif véritablement imposante, il reste qu'on mobilise plus et plus facilement contre la venue de Le Pen que pour la lutte des sans-papiers, notamment en ce qui concerne le dernier cas rouennais (Younis Trabelsi - voir ML N°1271 - victime de la double peine, qui a obtenu un semblant de régularisation au bout de soixante-deux jours de grève de la faim).

Jean-Pierre Levaray
Groupe de Rouen de la FA

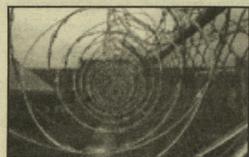


Criminalisation du mouvement social

Le Monde libertaire : Pascal, tu fais partie des gens qui vont passer en procès dans le cadre de la répression qui vise divers mouvements (Collectif contre les expulsions, Collectif sans-tickets, anti-OGM, etc). Est-ce que tu peux résumer ce qui fait qu'on en est arrivé là ?

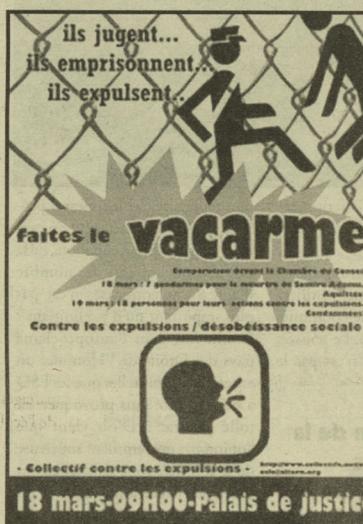
Pascal Marchand : L'histoire commence avec la création du Collectif contre les expulsions (CCLE) en 1998. Nous nous sommes tout de suite distingué(e)s par la particularité du champ investi : l'immigration, l'accueil aux réfugié(e)s, contre la réponse faite en Europe, partout pareille. Nous nous sommes aussi distingué(e)s par le choix de l'action directe, que nous voulons non violente. La première intervention était dans l'aéroport de Zaventem (Bruxelles) contre l'expulsion par la France d'un Malien en le faisant transiter par la Belgique. Nos contacts en France nous ont prévenu(e)s et nous ont demandé d'agir. L'idée était de prendre contact avec les passagers, d'aller à leur rencontre et de leur expliquer que la personne était expulsée contre sa volonté. À cette époque, les personnes expulsées étaient menottées et entourées de gendarmes. On voulait dire aux passagers qu'ils et elles pouvaient poser un acte, refuser de s'asseoir tant que la personne expulsée n'avait pas quitté l'avion. On a eu des échos selon lesquels des passagers ont effectivement refusé de s'asseoir.

Une autre action directe a été l'interception d'un fourgon cellulaire transportant un mineur qui devait être expulsé. On a fait un blocage non violent devant le fourgon, avec par contre la violence policière classique. On a aussi occupé le centre fermé (centre de rétention) de Vottem en construction. Les « forces de l'ordre » sont venues nous déloger. Dans la logique non violente, on a utilisé pour se barricader le matériel qui était sur place (grilles, portes blindées, etc.). Les destructions qui ont été estimées à environ 2 millions de francs belges (plus de 45 000 euros) sont l'œuvre des « forces de l'ordre ». Ce type d'action directe sortait du cadre habituel de l'action politique autour de l'immigration. L'État continuait à remplir les centres fermés et, le 21 juillet 1998, tentait pour la cinquième fois l'expulsion de Sémira Adamu. Nous avons organisé une manifestation de soutien à Sémira et, pendant la manifestation, a eu lieu une tentative d'évasion du centre : trente per-



Entretien avec Pascal Marchand

sonnes se sont évadées. C'était un événement médiatique, suffisamment pour qu'on en tienne compte, et les médias se sont focalisés dessus, le CCLE a été reconnu en tant que tel. Mais le soutien à Sémira n'a pas été de longue durée : elle a été assassinée par les gendarmes, étouffée avec un coussin pendant son expulsion le 22 septembre. L'émo-



tion a été très grande, les gens ont trouvé cela inacceptable. On a organisé une manifestation devant Vottem qui a connu la plus grande participation. Mais au niveau de la problématique de l'immigration ça s'est enlisé très vite, et le gouvernement a continué sa politique de plus belle. Dans le courant de l'année 1999, l'État a organisé pour la première fois quelque chose qui n'était pas de son ressort selon le droit international, c'est-à-dire une expulsion collective : cinquante Tziganes ont été renvoyés vers la Slovaquie. Il y a de nouveau eu une forte mobilisation, c'était un moment important. En 1998-1999, le collectif par ses pratiques propres a remis sur la table et bien en évidence la problématique de l'immigration contre le cadre ronronnant du lobbying politique autour de l'immigration. Arrêter de revendiquer une humanisation des conditions de l'expulsion, mais plutôt un arrêt des expulsions et surtout de confronter la réalité à la théorie de la libre circulation. Les choses se tassent aujourd'hui car il n'y a plus trop de réflexions sur les conditions, et puis il n'y a plus vraiment d'opposition aux centres fermés.

Le Monde libertaire : À quelle action dois-tu ton arrestation ?

Pascal Marchand : C'était la manifestation devant le centre

fermé du 127 bis à Steenokerzeel pour l'expulsion collective des Tziganes. Une manif classique devant un centre fermé où il ne s'est rien passé de particulier. La gendarmerie est intervenue avec des autopompes pour nous évacuer. Il n'y a pas eu d'arrestation le jour même. Un an après, les gendarmes (l'équivalent belge de la police nationale)

sont venus m'arrêter à la maison avec un mandat d'amener ; j'ai été déferé devant le procureur du roi. La procédure utilisée est particulière : une information au lieu d'une instruction ce qui fait que je n'ai jamais eu accès au dossier à charge. J'ai aussi été jugé par défaut. Ma pratique personnelle est de ne jamais répondre aux convocations de police : je refuse toute forme de collaboration. Quand je suis arrêté, je refuse de déclarer

quoi que ce soit pour le procès verbal. Jusqu'à présent, mes refus de répondre aux convocations de la police n'avaient jamais eu ces conséquences.

Ici, il y a un manifestement eu volonté d'entamer une démarche répressive et particulière. Le procureur peut mener l'enquête comme il le veut. Il y a un rapport direct entre la gendarmerie et le procureur ; or c'est la gendarmerie qui a monté le dossier. Elle est à la fois juge et partie dans un dossier où elle est victime et enquêtrice.

J'ai été condamné par défaut à un an ferme avec arrestation immédiate. Par défaut, puisque je ne me suis pas présenté et que je n'ai même pas eu l'information que je passais en procès. Une condamnation très lourde par rapport aux éléments à charge (une note de pressing pour un imper taché de boue). Ici, en Belgique, c'est une condamnation politique sur base d'un délit de droit commun. La criminalisation se fait en matière de droit commun mais il est clair que c'est politique. Le juge a dit qu'il ne fallait pas confondre idéalisme et

choix de l'action directe et ce toujours dans un cadre non violent, la désobéissance et le refus de la soumission, de la collaboration. Même si j'ai été surpris par cette arrestation à domicile, la confrontation avec le monde de l'administration pénitentiaire, l'enfermement en prison, j'y avais pensé avant. Tout de suite, chez les flics et à l'entrée de la prison, j'ai refusé les fouilles, la condamnation, de me retrouver en prison, donc la soumission et ses règles (se mettre à poil, devenir un numéro, etc.) J'ai entamé une grève de la faim. Que ce soit les flics ou l'administration pénitentiaire, la réponse est toujours la même, même si tu es non violent : la violence. J'ai été tabassé plusieurs fois, mis au mitard, en cellule d'isolement, puis dans la section psychiatrique de la prison. C'était en fait pour eux la meilleure façon de relâcher la pression des deux côtés, puisque j'ai toujours tout refusé en bloc, j'étais prêt à ne rien négocier. Et, surtout, très vite, l'aspect collectif s'est organisé dès que la condamnation et l'emprisonnement ont été connus, la mobilisation a pris de l'ampleur. Moi, tout seul, ils auraient pu me casser comme ils voulaient mais, finalement, je n'étais plus seul. Ils se sont rendu compte qu'ils ne pouvaient plus faire n'importe quoi. Les fax de soutien ont saturé la ligne de la prison : ils ont été obligés de la couper. Mes avocats, venaient tous les jours, des parlementaires sont venus me voir aussi.

Comme j'ai été condamné par défaut, j'ai fait opposition à la condamnation et, dix jours après, je me retrouvais devant un tribunal. Le rapport de force était en ma faveur, mon refus a été accepté et, en une heure, j'étais sorti de prison, c'est un temps record, j'ai presque été jeté hors de la prison. Quand tu bénéficies de ce type de rapport de force, d'un soutien aussi important, ils font attention.

Il faut aussi savoir qu'il y a deux autres procès en cours de procédure, avec certaines personnes « les plus visées » qui se retrouvent avec une dizaine de chefs d'inculpation. Et même si les dossiers sont vides, il est clair que tout est construit pour enfin nous faire payer la note.

Le Monde libertaire : Quelle

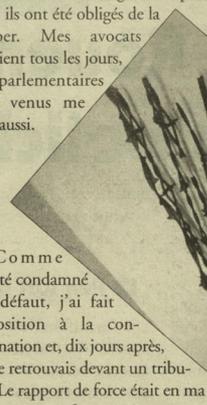
analyse fais-tu de la situation ?

Pascal Marchand : La première est qu'il y a eu un fort soutien car les gens ont été interpellés par la disproportion entre la forme de radicalité non violente du CCLE et la condamnation. La deuxième est que j'ai subi clairement des violences qui se sont arrêtées rapidement dans le cadre du premier acte de criminalisation du mouvement collectif (procès Clabeq excepté). Criminalisation d'un certain mode de résistance et d'intervention collective. Maintenant il y a une soixantaine de personnes inculpées dans le cadre des luttes en faveur des immigrés, contre les OGM ou pour les transports gratuits. Le collectif sans nom regroupe l'ensemble des collectifs pour montrer la transversalité des luttes et s'organiser face à la répression.

L'analyse du collectif sans nom est qu'il est visé en tant que tel. Les inculpations ont touché des membres sans tenir compte de leur niveau d'engagement. Ces procès sont la conséquence de nos luttes. Depuis ma condamnation, on se retrouve six mois plus tard dans une spirale de procès ; on passe de plus en plus de temps au palais d'injustice. Le jugement en référé du Collectif sans-ticket vient de passer, on attend les résultats. La technique est la même : criminalisation, disparition du caractère politique de l'action en délit de droit commun devant les tribunaux. La juge a explicitement refusé que le procès soit une tribune politique (donc elle n'est pas dupe). Et une surqualification des faits par rapport à la réalité : violence, coups et blessures, association de malfaiteurs, effusion de sang.

Le Monde libertaire : Les procès comment : quels sont les enjeux pour vous ?

Pascal Marchand : Obliger les juges qui refusent un procès politique, ne pas se défendre mais attaquer : il faut mettre l'État en accusation sur les questions de l'immigration, des OGM, des transports... Il faut devenir accusateur : la justice n'est pas un lieu de débat mais un appareil répressif. Pour éviter l'écueil, il faut amener le débat en dehors du tribunal, mais la répression est un risque non négligeable. La répression crée un cadre, les condamnations avec sursis sont de véritables épées de Damoclès : la marge de manœuvre se rétrécit. Alors, comment utiliser ce cadre pour le dépasser et éviter de ne plus pouvoir faire quoi que ce soit ?



École émancipée

Où en sommes-nous de l'innovation pédagogique ?

LA REVUE *l'École émancipée*, revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910, publie chaque mois une rubrique « École » où ses militants expriment leurs points de vue sur la politique éducative gouvernementale, sur le fonctionnement du système éducatif, où ils exposent aussi leur réflexion pédagogique. Ce mois-ci paraît un numéro exceptionnel de 52 pages, avec un dossier de 12 pages concernant l'innovation pédagogique.

L'innovation pédagogique est d'actualité. Depuis ses origines, l'École émancipée a toujours compté des militants investis dans des pédagogies alternatives, et même si les liens avec les mouvements pédagogiques se sont distendus au fil du temps, ils n'ont jamais été rompus.

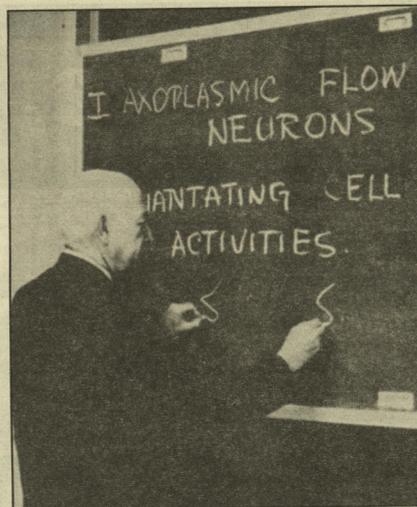
Mais le contexte dans lequel s'inscrit aujourd'hui l'innovation pédagogique est totalement transformé. Le libéralisme dominant encourage la contestation du système éducatif en tant que service public, pour mieux faire passer son projet de soumettre l'éducation aux lois du marché : on calcule déjà les profits énormes qui pourraient être dégagés. La question de l'innovation pédagogique ne peut donc pas être posée sans confrontation avec son instrumentalisation par des projets de marchandisation de l'école. Mise également au service de l'institution, l'innovation occupe, parti-

culièrement, depuis deux ans, une place centrale dans la communication du ministère de l'Éducation nationale, qui a lancé un appel à candidature de projets innovants en vue de la création de structures expérimentales.

Des militants de l'École émancipée se sont saisis de cette perspective et sont investis dans de nombreux projets départementaux, ils organisent des débats publics sur cette question. Pour la première fois, sous l'impulsion de LICEM (Institut coopératif de l'École émancipée, pédagogie Freinet), des projets innovants cherchent à créer un mouvement collectif de transformation du système éducatif. À partir d'une mise en critique du concept d'innovation, ancrée dans « ce que l'histoire nous offre pour penser, aujourd'hui, le possible » aussi bien que dans l'implication des militants sur le terrain, ce dossier a pour objet de présenter au lecteur un état provisoire des réflexions, des débats et des engagements qui traversent l'École émancipée.

À côté du dossier sur l'innovation, on trouvera encore dans ce numéro deux textes sur la question des rythmes scolaires et la première partie d'un long article sur l'éducation en Allemagne.

Raymond Jousmet



On peut commander un numéro (au prix de 4,50 euros) ou s'abonner à la revue en s'adressant à Colette Mallet, Le Stang, 29710 Plogastel-Saint-Germain.

Chèques à l'ordre de Colette Mallet CCP n° 5.137.44 P Rennes.

C'EST le printemps, ce sont nos vingt printemps. Depuis septembre 1982, l'aventure du Lycée autogéré de Paris intrigue, surprend, attire mais surtout existe et se construit.

Et cela n'était pas gagné d'avance. Quelle durée de vie donnait-on à cette expérience de l'Éducation nationale qui démarrait dans les sous-sols du lycée François-Villon en même temps que trois autres projets ? Une équipe pédagogique qui se regroupe en autonomie et librement par la cooptation plutôt que suivant les règles du mieux noté par l'inspecteur et de l'ancienneté, voilà une première audace. Des élèves qui participent au projet, non pas en fonction d'un secteur géographique mais sur la base d'une démarche



Dans pédagogie, il y a gogue

AINSI l'école laïque et républicaine va enseigner les religions. Que ce soit comme élément de la culture générale, comme fait historique ou même comme valeur, ça fera comme l'imparfait du subjonctif, les problèmes de robinets, les pièces de Racine et « take a sheet of paper », serinés par des gens qui sont eux-mêmes rentrés dans cette institution à trois ans avec pour seule ouverture sur le monde la perspective d'en sortir à soixante ; assésés à coup de stylo rouge et de « Attention, ça comptera pour le contrôle » : ça fera chier tout le monde et personne ne voudra plus en entendre parler. Vive la laïque !

Jean (Victor V.)

Les vingt ans du LAP

volontaire, et déjà l'école abandonne son côté caserne. Si, en plus, élèves et membres de l'équipe éducative s'associent pour gérer ce lieu et permettre au plaisir d'avoir droit de cité dans l'apprentissage, un projet pédagogique et social s'affirme.

À contre-courant d'une éducation basée sur la compétition, la sélection, la hiérarchie et ultra normative, ces vingt années sont aussi l'histoire d'une lutte continuelle pour montrer qu'une autre école est possible. Malgré une reconnaissance certaine, nous n'avons aucune certitude sur nos locaux, par ailleurs trop petits. Notre statut qui pourrait donner un cadre administratif à d'autres projets est toujours inabouti. Les problèmes de précarité parmi les salariés de l'expérience, comme partout dans l'Éducation nationale, ne sont toujours pas éradiqués.

Pourtant, les principes mis en application au lycée autogéré de Paris sont toujours d'actualité. Les nombreuses équipes, élèves, et parents² qui se réunissent autour de projets se basant sur ces « invariants » pédagogiques et autogestionnaires revendiquent le droit d'exister. C'est au travers des structures pédagogiques et politiques de l'expérience que les principes de fonctionnement s'expliquent le mieux. Les groupes de base du Lycée autogéré de Paris sont des lieux de discussions et de votes sur l'ensemble de la vie du LAP. Les élèves et les enseignants sont tenus d'y participer de manière régulière et s'y retrouvent toutes les semaines sur la base d'une voix par personne. La réunion générale de gestion est composée de deux enseignants et des deux délégués élèves de chaque groupe de base. Elle rassemble les propositions de vote soumises aux groupes de base. L'Assemblée générale se réunit de façon régulière ou à la demande

d'un groupe du lycée. Les points de l'ordre du jour y sont traités de manière collective. Les tâches de gestion du lycée, budget, relations extérieures, administration, évaluation, bibliothèque, cafétéria, etc. sont prises en charge par des commissions composées de deux ou trois enseignants et d'élèves volontaires. C'est aussi en commission que sont traitées les questions des relations avec l'administration de l'Éducation nationale et de régulation de conflits.

Un des autres principes du lycée est de proposer un apprentissage ouvert sur la vie et polytechnique. C'est pour cela que l'emploi du temps ne se résume pas à des activités préparant au baccalauréat. Durant la semaine, les élèves se retrouvent en ateliers, en projets, en groupes interniveauux. Là, s'y pratiquent les arts plastiques, le théâtre, l'informatique, la musique, les activités physiques, la photographie ou encore la réalisation d'un journal. Les projets permettent de finaliser une réalisation commune : exposition, voyage, rencontre internationale, pièce de théâtre, film... Les

parcours scolaires des élèves sont alors riches et diversifiés. Les activités se déroulent au travers des relations de confiance réciproque entre toutes et tous. La liberté de fréquentation s'inscrit dans cette démarche. La participation de chacun est donc aussi nourrie par les envies et les besoins des uns et des autres.

La petite histoire des vingt ans du Lycée autogéré de Paris contribue à un des objectifs partagés par les mouvements anarchistes, faire de l'école un lieu de libertés, d'émancipation et de construction individuelle dans le cadre d'une pratique collective mutualiste. Il reste encore beaucoup à parcourir. En premier lieu parce que les nombreux projets de ce type peinent à voir le jour au milieu de l'hiver du système éducatif. Cependant, les raisons de fêter nos vingt ans sont nombreuses et on ne va pas s'en priver.

Pascal Haslé et Paul Kister

Lycée autogéré de Paris

1. Le lycée expérimental de Saint-Nazaire, le lycée expérimental pédagogique et maritime d'Oléron et le collège lycée expérimental Hérouville-Saint-Clair.

2. Voir entre autres l'appel sur le site Internet de LICEM (Freinet) : <http://www.freinet.org/licem/innovation/appel.htm>



La Ruche : les plus petits, 1906



Algérie, le printemps noir



Prélude

18 avril 2001. Dans la soirée, une équipe de la gendarmerie patrouille dans les rues du village de Béni-Douala, situé à 15 kilomètres de Tizi-Ouzou (chef-lieu de la Grande Kabylie). Soupçonné d'être mêlé à une rixe, Massinissa Guermah, lycéen de 19 ans, est conduit au poste. Il sera exécuté de plusieurs balles. Le ministre de l'Intérieur confirme la bavure, mais il traite la victime de voleur. Le lendemain, la foule révoltée par l'événement attaque la gendarmerie qui riposte par des tirs de grenades lacrymogènes, souvent à hauteur d'homme. Peu après, à Oued-Amizour, dans la wilaya (préfecture) de Béjaïa, des gendarmes interpellent et tabassent des lycéens pour avoir crié des slogans hostiles au gouvernement pendant les commémorations du « printemps berbère » de 1980. Dès lors, la région est bouleversée par des heurts quotidiens entre les forces « de l'ordre » et la population en colère. La Kabylie entière gronde ; Tizi-Ouzou et Béjaïa s'enflamment ; les édifices publics, les sièges de gendarmerie et les permanences des partis politiques de la région sont incendiés. Malgré les appels au calme du président Abdelaziz Bouteflika – qui attend douze jours avant de s'exprimer –, ses allégations d'un complot étranger, ses menaces de « sanctions rigoureuses » contre les « instigateurs » de troubles et une escalade de la répression, l'agitation continue : des pierres – les Kabyles ont été désar-

més par l'État dès le début des attentats islamistes – sont opposées aux fusils-mitrailleurs ; collégiens, lycéens, chômeurs, quelques ouvriers et paysans tentent de prendre d'assaut les gendarmeries, les centres locaux des impôts, les sièges de banque et d'autres symboles du pouvoir. Les autoroutes sont coupées, des barricades de pneus enflammés et de troncs d'arbres sont érigés. Plus de 10 000 policiers, gendarmes et soldats sont mobilisés dans la seule wilaya de Tizi-Ouzou. Il y aura plus d'une centaine de manifestants abattus, certains à bout portant ou dans le dos.

Afin de rétablir la situation, Bouteflika ordonne l'ouverture d'une enquête. Le rapport finalisé deux mois plus tard par le professeur Issad met l'accent sur une utilisation « abusive » d'armes à feu.

Loïn de se calmer, le mouvement s'accroît même s'il reste limité à la région. Des marches réunissant de 50 000 à 100 000 personnes et des grèves générales locales en séries secouent Béjaïa. Dans des dizaines de villes et de villages de la Grande et de la Petite Kabylie, les jeunes affrontent la gendarmerie et la police. Le 21 mai 2001, 500 000 manifestants protestent dans une marche noire à Tizi-Ouzou. Le 24 mai, des dizaines de milliers de femmes descendent dans la rue pour crier contre le « pouvoir assassin » et « ulac smah » (pas de pardon). La réponse de la gendarmerie et de la police anti-émeute (CNS, Compagnie natio-

nale de sécurité) ne tarde pas : quatre jeunes sont abattus en deux jours. À Béjaïa les jeunes crient : « Si vous voulez la guerre, nous sommes prêts. » C'est une vraie révolte contre le régime militaire, mais aussi contre les politiciens kabyles considérés comme « des traîtres et des vendus ». La Kabylie est désormais interdite au pouvoir.

La plate-forme El-Kseur

Des mouvements de solidarité de la part des étudiants kabyles ont lieu dans les universités à Alger, Oran et Sétif. Le 9 mai, les étudiants de l'université de Tébessa font grève et bloquent l'autoroute entre Tébessa et Constantine. Dans la wilaya d'El-Oued les transporteurs (taxis, transports urbains, autobus) organisent une grève de protestation après qu'un gendarme eut agressé un chauffeur de taxi. Avec la reprise

des cours dans les écoles à la mi-mai, le gouvernement espère rétablir le calme. Immédiatement surgit un nouveau conflit sur le report des épreuves du baccalauréat. L'annonce faite par le ministère de l'Éducation que les épreuves auraient lieu fin juillet est unanimement rejetée par les étudiants, enseignants et parents. De nouveaux affrontements éclatent avec la gendarmerie à Tizi-Ouzou et Béjaïa, de nouvelles émeutes secouent des bourgades et hameaux plus éloignés.

Des comités de village font leur apparition partout dans la Kabylie, plus de 200 au total. Des délégués de chaque village sont élus par la population afin de former une coordination inter-wilayas : la Coordination des aarchs, daïras et communes (CADC). Réunis à El-Kseur, ces derniers établissent une plate-forme non négociable.

Le départ de la gendarmerie est posé comme préalable à tout retour au calme. Selon la plate-forme explicitée de Larbâa-Nath-Iraten le 31 octobre : le mouvement doit rester indépendant et autonome vis-à-vis « du pouvoir, des institutions étatiques et des partis politiques », ainsi que de « toute forme d'allégeance à ces derniers » ; il « s'interdit de se transformer en parti politique ou en toute autre association » ; il « se définit comme un espace de l'affirmation citoyenne et de la démocratisation de la vie publique. » « Ce mouvement de révolte, qui est une affirmation citoyenne, s'inscrit dans la durée jusqu'à la satisfaction pleine et entière des revendications formulées dans la plate-forme unifiée inter-wilayas. »

Dans les premiers jours du conflit, beaucoup de commentateurs notent l'absence de slogans revendiquant la reconnaissance constitutionnelle du tamazight, la langue berbère. Ce n'est que lors des manifestations suivantes qu'apparaissent les symboles identitaires et des mots d'ordre amazigh (berbéristes).

Le 14 juin, la grande marche

d'Alger qui rassemble des milliers de personnes venues de toute la Kabylie, doit permettre de remettre la plate-forme à la présidence de la République. Les marcheurs sont accueillis par des brigades anti-émeutes qui les refoulent avec violence. L'expérience sera rééditée deux fois à Naciria les 5 juillet et 5 octobre, en vain. Quelques semaines plus tard, Bouteflika entame un dialogue avec des citoyens de Kabylie qu'il dit mandatés par les aârouch (bourgs). Les « délégués dialoguistes » – en opposition avec les « radicalistes » –, malgré leur rejet par la population de Kabylie, estiment que la plate-forme est négociable. En récompense ils ont accès à toutes les largesses du pouvoir : bureaux, téléphone, fax, hébergement et restauration. Bouteflika, à l'instigation des durs du régime qui s'opposent à toute négociation, va essayer de jouer le pourrissement de la situation afin de retourner l'opinion locale contre les animateurs du mouvement en se servant des « délégués » prêts à parler au nom des aârouch. La manœuvre met le feu aux poudres. Huit mois après, le 7 décembre, la région s'embrase de nouveau.

Le rejet des élections

Alors que les émeutes commencent à nouveau à s'essouffler, le discours prononcé le 12 mars 2002 par le président de la République marque la fin du processus de dialogue entamé le 6 décembre ; dialogue qui est loin de susciter l'adhésion de la Kabylie. Quelques « décisions » sont annoncées : la reconnaissance du tamazight comme langue nationale, la sanction pénale et administrative d'officiers et de gendarmes pour homicide, la prise en charge des victimes et de leurs familles, la prise en charge par l'État des dégâts matériels causés par les événements. Quant au départ de la gendarmerie, Bouteflika le rejette catégoriquement.

« C'est une énième manœuvre », dira Amara Challal, délégué de la CADC, « la satisfaction pleine et entière de la plate-forme d'El-Kseur demeure notre seul objectif ». De plus, le discours intervient à quelques semaines des législatives annoncées pour le 30 mai prochain. De fait, les émeutes reprennent de plus belle à Tizi-Ouzou et s'étendent à d'autres localités : Akbou, Azazga, El-Kseur, Seddouk, Oued-Ghir, Sidi-Aïch, etc. Elles feront encore de nombreuses victimes : les forces de l'ordre n'hésitent pas à tirer à balles en caoutchouc ou à balles réelles. La situation en Kabylie





n'est guère différente de ce qu'elle était en avril 2001.

Parallèlement aux émeutes, la Kabylie s'engage dans la phase active du rejet du scrutin législatif décidé lors du conclave de la coordination inter-wilayas, tenu le 9 mars à Bechloul. « Nous venons de marquer l'histoire du pays par notre position inédite du rejet des élections », dira un délégué de Boumerdes. Un consensus se dégage pour une « concertation avec les partis politiques démocratiques pour mobiliser les citoyens à l'échelle nationale ». Des meetings populaires et un travail de proximité dans chaque village sont organisés.

Les premières actions décidées pour bloquer les élections sur le terrain commencent. Les membres du CQVT (Comité de quartiers de la ville de Tizi-Ouzou) jettent par les fenêtres les urnes et les listes électorales pour les brûler ensuite sur la place publique. Les mêmes scènes se produisent à Fréha, Bounouh, Ait-Jennad, Béjaïa, Timizart, Seddouk, etc. À Maâtkas, Amizour, Sidi-Aïch, les élèves désertent les établissements scolaires pour renforcer les rangs des jeunes révoltés. À Bouira, les manifestants bloquent la RN 25 reliant Bouira à l'est du pays en brûlant des pneus sur la chaussée. À Tazmalt, ils incendient le siège de la recette des impôts. À Tizirt, la marche de la Coordination des daïras draine plus de 20 000 personnes. Les opérations devraient encore s'intensifier à la veille du scrutin par une série de marches et de grèves.

Loin de se montrer solidaires, les partis politiques emboîtent le pas derrière Bouteflika qui déclarait qu'« il est inconcevable de reporter ou d'annuler les élections législatives parce qu'une wilaya ou une région

appelle à leur boycott ». Le PT (Parti des travailleurs), le FLN, le PRA (Parti du renouveau algérien) ont déjà retiré leur formulaire de candidature. Le MSP (Mouvement de la société pour la paix) et le RND (Rassemblement national démocratique) ont annoncé, quant à eux, qu'ils participeraient aux élections.

Quel avenir ?

Il est certes des points positifs : autonomie du mouvement, refus de pactiser avec les partis, etc. Outre que celui-ci s'inscrit dans une logique citoyenne – on connaît les limites d'une telle logique qui ne peut être que bourgeoise (aucune revendication sociale) –, le combat ne s'est jamais inscrit dans un cadre de lutte de classes : les grèves qui ont eu lieu n'ont principalement mobilisé que les enseignants, les étudiants et le personnel hospitalier locaux. Les ouvriers, les « prolétaires » ne se sont investis que sous la forme de soutien très ponctuel et très marginalement. Malgré les grèves qui secouent le reste du pays, le mouvement des CADC n'a jamais réussi à unir ses revendications nationalistes à celles du mouvement ouvrier. Il faut se poser la question de savoir qui compose les délégués du CADC (dont les femmes sont exclues). Ne serait-ce pas des notables qui se servent de la jeunesse comme « chair à canon » ? D'autre part, il est important de rappeler que la majorité des cadres de l'armée et de l'appareil judiciaire est kabyle ! Alors, de là à parler de révolution sociale, il y a plus d'un pas, à ne pas franchir.

Pascal

groupe Louise-Michel



brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves brèves

Communisme chinois et capitalisme yankee, mêmes méthodes ?

Dans le nord-est de la Chine rouge, la ville de Liaoyang est actuellement troublée par des manifestations de milliers d'ouvriers licenciés exigeant la libération de leurs quatre porte-parole arrêtés par la police locale. Pour faire passer la pilule de la faillite de ce complexe métallurgique, les autorités municipales chinoises ont créé une foire à l'emploi. Et, ô surprise et colère des ouvriers, parmi quelques postes de mécanos proposés, se trouvaient des emplois de « masseurs de pieds dans des saunas », doux euphémisme pour désigner les bordels de la ville. À des milliers de kilomètres de là, le magazine *Playboy* propose

aux employées d'Enron, victimes de la faillite de ce courtier en énergie, de concourir nues. Le cynisme du directeur de la photographie du magazine érotique s'illustre parfaitement par ces quelques propos : « Quand une porte se ferme, une autre s'ouvre... Playboy offre aux femmes d'Enron une opportunité passionnante qui pourrait les mener vers une nouvelle carrière ». Ainsi à l'Est à l'Ouest le même mépris s'étale.

Jimma

Pologne

Gdynia : environ 60 ouvriers des chantiers navals de Gdynia se sont mis en grève « illégale » avec l'appui de leurs 130 collègues congédiés. Le syndicat officiel

Solidarité a refusé de cautionner ce mouvement. Une action de soutien et d'information a été organisée à l'initiative des ouvriers membres de la FA à Poznan. On compte parmi les membres de l'initiative des ouvriers dans les chantiers navals de Szczecin, qui ont été récemment réprimés pour l'« incitation au sabotage » que constitue la distribution de leur magazine anarchiste dans le chantier naval.

Suède

Un activiste danois de 27 ans a reçu une compensation de 4 400 euros, le tribunal ayant reconnu qu'il avait été arrêté sans aucune justification pendant le sommet de Göteborg en juin 2001.

Les anarchosyndicalistes des Balkans s'organisent

LORS de la réunion des anarchistes d'ex-Yougoslavie qui s'est tenue dans le village écologique de Zelenkovac en Bosnie-Herzégovine du 19 au 22 mai 2000, de nombreux bons contacts ont été pris entre anarchistes « lutte de classes » de cette région. Tous étaient d'accord pour qu'une prochaine réunion soit mieux organisée, plus fructueuse et sans crabes réformistes. Quelques mois plus tard, des membres de l'IAS (Initiative pour des anarcho-syndicats, Yougoslavie) ont commencé à correspondre avec des groupes anarchosyndicalistes de Macédoine, de Bulgarie, de Turquie et de Grèce, et l'idée d'une conférence s'est imposée pour tout le monde.

L'idée de l'IAS est d'organiser annuellement une conférence des différents groupes anarchosyndicalistes des Balkans (Roumanie, Grèce, Yougoslavie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Slovaquie, Albanie) afin de renforcer les liens et la solidarité de ces groupes dans la région et d'y permettre un développement de l'anarchosyndicalisme. Le groupe de Belgrade de l'IAS se propose d'ores et déjà pour organiser la première conférence les 28, 29 et 30 mai 2003, avec une grande manifestation anarchosyndicaliste le 1^{er} mai. Outre les groupes et militants anarchistes et anarchosyndicalistes des Balkans, des groupes anarchosyndicalistes d'autres régions du monde ainsi que le secrétariat de l'Association internationale des travailleurs seraient invités comme

WHAT TIME IS IT?



TIME TO ORGANIZE!

observateurs LIAS propose que les participants soient d'accord sur les points suivants :

- Le monde est divisé entre deux classes : la classe des exploités et la classe des exploités, elles n'ont rien de commun entre elles et toute coopération entre ces deux classes doit être considérée comme allant à l'encontre de nos intérêts.

- Les individus de la classe ouvrière doivent s'organiser de façon indépendante dans le but de lutter contre la classe des exploités.

- Le système capable d'organiser les individus de la classe ouvrière de façon révolutionnaire est l'anarchosyndicalisme.

- La révolution anarchosyndicaliste est un acte de libération des individus de la classe ouvrière.

- Toute organisation qui se base sur les principes de l'État ou du capitalisme n'est pas révolutionnaire.

- Toute organisation qui affine des personnes dont le travail est par nature répressif (policiers, militaires professionnels, gardiens de prison, etc.) n'est pas révolutionnaire.

Afin de permettre de discuter de l'organisation de cette conférence et d'échanger entre anarchosyndicalistes des Balkans, l'IAS a aussi mis en place une liste de discussion par Internet : balkanasc@yahoo.com.

IAS, groupe de Belgrade

Source : HOBOCTb n°3

Pologne

Festival de la presse libertaire à Poznan

Les 18 et 19 mai 2002, le GAS (Grupa Anarchistyczna Solidarnosc) de Poznan organisera un festival de la presse et de la littérature anarchiste. Le but de cette rencontre est de permettre des échanges d'idées mais aussi de développer le travail en commun au-delà des frontières. Les organisateurs proposent un lieu d'exposition, un endroit pour dormir ainsi que la possibilité d'acheter de quoi boire et manger. La rencontre aura lieu dans les locaux du squat

Rozbrat. Les organisateurs demandent que les participants annoncent leur présence au minimum deux semaines à l'avance.

Contact (en anglais ou en polonais) :

GAS, Michal Wojcieszak,
PO box 12, 60-975 Poznan 61,
Pologne

E-mail yyanek@poczta.onet.pl
ou grok@interia.pl

Source : HOBOCTb

Roumanie

Le 1^{er} décembre est le jour de la fête nationale en Roumanie. A cette occasion, les anarchistes roumains ont

organisé des collages massifs d'affiches antifascistes. Le centre-ville de Bucarest, et en particulier le quartier général du Parti Grande-Roumanie, a été recouvert d'affiches dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre. Le commissariat, le centre culturel de l'armée et d'autres lieux semblables ont aussi été la cible des colleurs. Des actions similaires ont eu lieu le même jour à Craiova, Timisoara et Cluj.

Source : ABBn°2 et HOBOCTb

HOBOCTb, revue d'inspiration libertaire sur les pays de l'ex-bloc de l'Est, en est à son n° 3. Pourvu que ça dure ! HOBOCTb, c/o CESL, BP 121, 25014 Besançon cedex.

Attaque du train de déchets nucléaires De l'action écologiste à la guignolade électoraliste

Photos : passage d'un train de déchets nucléaires à Hoenheim, près de Strasbourg et de Schiltigheim le 11 juin 2001. (Source : Schiltick-Écologie)



Dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars, un train de déchets nucléaires a traversé l'est et le nord de la France. Des militants du Nord et du Pas-de-Calais sont intervenus.

CALAIS, 4 heures du matin, les écologistes mobilisent. Nous partons pour le rendez-vous, à la gare de Dunkerque. Ils sont tous là : une soixantaine de personnes, deux journalistes, les écolos, des vétérans des manifs anti-chasseurs du plattiers d'Oyes, des sympathisants du mouvement social, des élus... Conférence de presse et organisation. Le gros des troupes ira manifester du côté de Bergues, avant Dunkerque, histoire d'amuser les flics. D'informer la population. Une quinzaine de personnes se dirige vers le sud. Un peu avant le point d'arrivée du train. L'objectif : bloquer le train qui part pour l'usine de retraitement de Sellafield via le port de Dunkerque le plus longtemps, le taguer, montrer la vulnérabilité et le danger pour les populations riveraines de ces convois. Tout avait été merveilleusement préparé. Nous sommes dans les temps. Les journalistes qui nous accompagnent ne sont pas équipés pour traverser la boue et sauter les talus afin d'approcher de la voie de chemin de fer. Certains militants non plus. Nous nous répartissons les tâches. Deux guetteurs et trois tagueurs se dissimuleront en amont. Avec des cartons formant barricade, la dizaine que nous sommes arrêtera le train et se fera embarquer par les flics qui ne verront pas nos camarades agir sur leurs arrières.

Objectif : bloquer le train

Loon-Plage, 7 heures du matin. Le jour se lève. Les camarades de Douai ou de Béthune ont fait du bon boulot : le train a déjà deux heures de retard. Dans ces espaces marécageux, l'attente devient pénible. Le froid et l'humidité se font sentir. Des groupes de sans-papiers, des réfugiés afghans ou kurdes refluent après avoir tenté leur chance de rejoindre le port pour passer en Angleterre. Ils ne saisissent pas bien l'objet de notre présence au milieu de nulle part à cette heure matinale. 8 heures, le train a passé Bergues, grosse présence policière pas d'incidents à signaler. On nous indique que le convoi : deux « castors », wagons contenant les déchets radioactifs et trois wagons de CRS, policiers chargés de capter les radiations sous prétexte de sécurité, est en train de changer de locomotive en gare de Grande-Synthe. Notre partie de la ligne n'est pas électrifiée.

Du bruit, un train de marchandise arrive dans le sens Grande-Synthe vers le port. Dans le petit jour, nous sommes repérés. Inutile de tergiverser. Nous plaçons nos cartons sur la voie et attendons les flics qui ne devraient pas tarder à arriver pour nous déloger. L'action est-elle manquée ? Arrive maintenant une nouvelle locomotive dans le sens inverse. Nous libérons la voie en catastrophe. Peu d'informations sur ce que devient notre train. La consigne donnée aux veilleurs et tagueurs est claire : sitôt qu'on est hors-jeu du fait des flics, ils devront intervenir.

8 h 15, je serai en retard au boulot. La situation se précise. Au carrefour, embran-

chement de la nationale vers le port, une voiture blanche, des motards et deux cars des forces de l'État. Les « Romains » arrivent ! Ils ne sont pas tellement plus nombreux que nous. Une deuxième section intervient. Des civils arrivent du port. Quelques manifestants venus de l'équipe de Bergues sont également présents. Nous sommes une petite vingtaine visible. Nos camarades sont toujours en planque. Les journalistes font les photos. Nous nous asseyons sur les rails. Premières informations : les flics, des gardes mobiles repèrent les notables verts et nous annoncent que tout va bien se passer. Un gradé sert la main d'un élu. Nous sommes entre gens bien élevés. Vérification des identités. L'instant approche. Tout se passe bien. On nous dégage de la voie. Un rideau de gardes mobiles est sensé nous empêcher de tenter de remonter. Le train arrive.

8 h 30, le train passe. Les camarades, à contre vent ne l'ont pas entendu venir. Un peu rouillés par la veille dans l'humidité du marais, ils ont à peine le temps de déclencher les fumigènes et de s'élancer. Un groupe de gardes mobile part contre eux. Ils courent vers le train. Ils sont bloqués avant d'avoir pu l'atteindre. Le train passe alors que, depuis un wagon de CRS, une caméra nous filme. Vérification des identités de ceux qui sont en planque. Le train est passé. Nous ramassons nos cartons et rentrons



Source : Schiltick-Écologie

sagement. Premier bilan près des voitures : l'action s'est bien passée. Le retard du train à Béthune nous a empêchés de réussir un truc qui aurait marché de nuit.

Une action Canada Dry

Quelques réflexions en vrac. À titre personnel, c'était la première fois que je participais à ce type d'action du réseau Sortir du nucléaire. Par conséquent, je ne peux préjuger de ce qui s'est passé avant ni de l'aguerrissement progressif des uns et des autres. Du positif : les organisateurs sur la région avaient pensé à des démarches pour tous les types de militants : manifestations et tractage à Bergues pouvaient satisfaire les moins disponibles alors que le blocage permettait aux plus radicaux d'agir. Idem la longue chaîne de mobilisation depuis l'Alsace jusqu'au littoral regroupant des associations, des comités locaux, des politiques (Verts, écolos, etc.), des militants de la gauche jusqu'à nous a parfaitement fonctionné. Tout le monde, cette nuit-là, a joué au train.

L'incapacité à réussir une action simple dans le principe révèle toutefois les faiblesses sur le littoral. Alors que l'organisation technique, repérage des lieux, mise en place des guetteurs et rassemblement du matériel était parfaite, la mobilisation menée principalement par les Verts était ridicule. Elle montre leur faiblesse numérique : une soixantaine de militants sur la Flandre, ça ne fait pas vraiment lourd pour le parti qui tenait la région. À moins que le gros des troupes ne préfère les négociations avec le PS aux démarches plus radicales. La satisfaction arborée par les organisateurs à la fin montrait que l'enjeu n'était pas de réussir mais d'être présents sur le terrain de la lutte anti-nucléaire. N'y aurait-il pas des élections bientôt ? Ne parlons même pas de notre « expulsion » des voies. Nous pouvions avec un minimum de détermination tenir un bon gros quart d'heure, celui qui a manqué aux trois tagueurs.

La frustration des camarades non encartés chez les Verts ainsi que celle des plus motivés par l'enjeu de la lutte anti-nucléaire laisse toutefois de l'espoir. Ce type de convois traverse la région environ tous les deux mois. Nous avons pu examiner les possibilités et les moyens à mettre en œuvre. Des idées simples et une détermination plus importante suffisent, en dehors de la farce électorale pour faire payer à l'État une facture plus importante sur le transport des déchets, faire prendre réellement conscience aux riverains de la dangerosité des transports de déchets nucléaires et de toute la filière de production. Pour cela, la prochaine fois, il ne faudra peut-être pas trop compter sur ceux qui serrent la main aux flics, même si ça doit nous rapporter quelques coup de matraques.

François
Boulogne-sur-Mer

RONALD CREAGH écrit : « Vient d'être mis sur le site *Recherche sur l'anarchisme* une liste de thèses et de mémoires en français, soutenus dans divers pays francophones, relatifs à l'anarchisme. Vous pourrez la consulter en vous référant à la page « nouveautés » ou en allant directement à la page (http://melior.univ-montp3.fr/ra_forum/theses/frtm/presentation.html). Cette liste est sans doute très incomplète, et on pourra m'envoyer directement (ronald.creagh@wanadoo.fr) toute information complémentaire ou tout rectificatif. Elle sera cependant fort utile aux chercheurs, l'expérience montrant que ce type de page est particulièrement consulté, surtout en cette période où les étudiants sont en quête de sujets de recherche. »

Malgré la résurgence actuelle du militantisme de gauche radicale et l'intérêt croissant pour la théorie et la pratique anarchistes, aucune organisation ne s'est constituée sur le continent nord-américain depuis la disparition, il y a deux ans, de la fédération américano-mexicaine Love and rage. Au Québec, même s'il y a un

Dans la toile

semblant de coordination locale des anarchistes dans certaines villes comme Montréal et Québec, reste que depuis la disparition des réseaux de Démanarchie et Food Not Bombs, ça fait dur côté coordination et intervention concertée. D'où cette initiative pour une fédération anarchiste (<http://www3.sympatico.ca/emile.henry/defac.htm>).

Deux pages d'où partir pour des analyses assez fines de l'actualité (<http://www.geocities.com/demainlemonde/>) et (<http://www.geocities.com/echangesetmouvement/>).

Pour finir et dans la rubrique « j'en ai marre d'être taxé », un article sur une idée géniale de nos fiscalistes : la taxation des disques durs (<http://www.telesatellite.com/infos/idisp.asp?i=652>). Il y a vraiment de quoi croire cauchemarder.

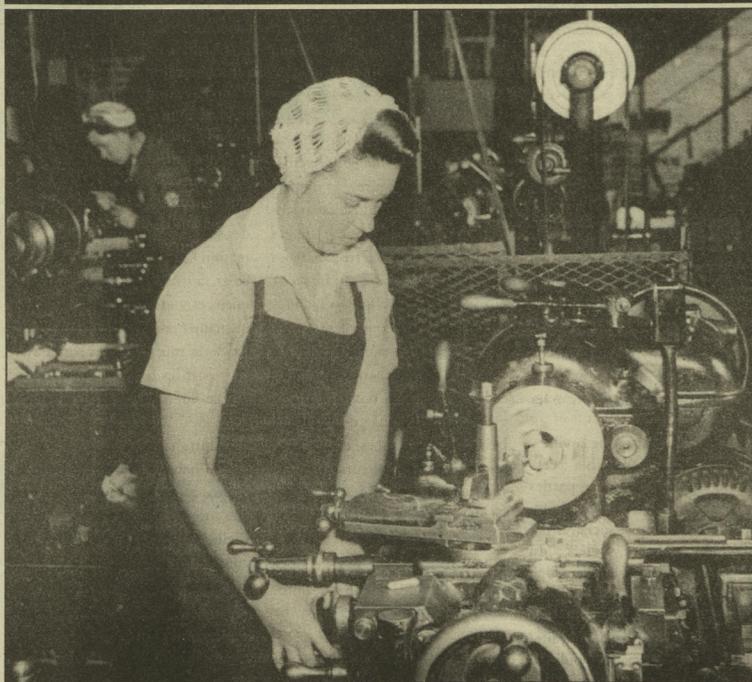
À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitelorama.com



Anarchisme et progrès technique

Jean Barrué



« Le développement de la technique donne à l'homme la possibilité de se libérer du travail d'esclave », Kropotkine

AU COURS de cette étude, je me suis avant tout attaché à préciser le rôle de l'anarchisme dans la transformation de la société, dans la pratique des luttes ouvrières, dans l'organisation rationnelle et humaine de l'économie. Nous venons d'assister depuis un demi-siècle à une évolution extrêmement rapide des sciences, à plusieurs révolutions de la technique, à un énorme développement de l'industrialisation. Il n'y a plus de commune mesure entre la société industrielle de 1970 et le monde d'avant 1914. D'où ces questions essentielles : le progrès accéléré des sciences et des techniques confirme-t-il ou infirme-t-il les théories anarchistes ? Éloigne-t-il ou rapproche-t-il le passage à une société anarchiste où chaque individu travaillant selon ses capacités pourra satisfaire tous ses besoins ? Des camarades de Berlin et de Hambourg, dont certains sont des techniciens, ont pensé que ces questions ne pouvaient être éludées. Ils ont fondé un cercle d'études et édité une revue, *Anarchie*, dont le premier numéro a paru fin 1969. « Faire prendre conscience de la révolution scientifique et technique, de l'homme nouveau, du problème social de l'avenir », tel est le dessein de ces camarades qui représentent l'anarchisme pragmatique. Je ne puis ici que donner les grandes lignes de leurs premières études, d'après un article du camarade Uwe Timm paru en juillet 1969 dans la revue anarchiste allemande *Befreiung*.

I. Non seulement le progrès scientifique et technique s'accélère, mais les découvertes de la science mettent moins de dix ans pour pénétrer dans l'économie et transformer la production. En même temps, le fossé s'élargit entre le progrès scientifique et le progrès social. La structure de la société actuelle fait de ce progrès un facteur d'anéantissement de l'humanité.

II. Les savants considèrent la science comme neutre, ils n'en décident pas les applications. Ce ne sont point les forces de la science et de la technique qui déterminent notre destin : seul l'ordre existant peut faire de la technique une bénédiction ou une malédiction. Une société fondée sur la liberté utilisera le progrès technique dans un sens bénéfique, tandis qu'une société – capitaliste ou communiste – fondée sur l'autorité et l'oppression se servira de ce même progrès pour des fins de destruction. « Ce n'est pas l'équilibre dans la terreur, lequel peut tôt ou tard basculer, mais seulement une nouvelle morale qui fondera une vie stable. » (Karl Steinbuch – *Die informierte Gesellschaft* – 1968).

III. La machine ne pense pas, ne décide pas, mais son travail peut remplacer de plus en plus celui de l'homme, et l'usine sans ouvriers n'est plus une utopie. Actuellement, on est loin d'épuiser les possibilités de l'automatisation. La réduction du temps de travail est obtenue surtout par la rationalisation. D'après une étude américaine (Hermann Kahn et Anthony Wiener), en l'an 2000, 2 % des travailleurs actuellement employés dans une industrie déterminée suffiraient à en assurer le fonctionnement, tandis que s'accroîtrait le nombre des travailleurs dans les divers services, les professions libérales, l'enseignement, les professions d'ingénieur et de technicien [*Prévisions un peu optimistes, comme souvent, ndlr*].

On pense communément que le salarié est rétribué selon ses capacités : en réalité, elles sont

toujours estimées au-dessous ou au-dessus de leur valeur et parfois, en raison de la loi de l'offre et de la demande, les capacités ne jouent qu'un rôle illusoire. De plus en plus, la main-d'œuvre individuelle perdra de sa valeur – un homme ne peut rivaliser avec un ordinateur ! – on élèvera le niveau d'instruction et on accroîtra considérablement le nombre des techniciens : la concurrence entraînera pour les salaires une limite supérieure à ne pas dépasser. Certes, il n'y a plus de misère au sens ancien du mot, le pauvre participe au progrès de la technique, mais si l'on étudie la répartition du revenu national, on s'aperçoit qu'il y a toujours le même écart entre le riche et le pauvre. D'ailleurs, la possession d'une auto ou d'une petite maison compense-t-elle la nécessité de toujours apprendre, d'être de plus en plus zélé et efficace, la

peur d'une crise possible, la crainte de vieillir et de ne plus trouver d'emploi ? La question essentielle est celle que pose Steinbuch : « Quelles sont les formes de société et d'économie propres à assurer une vie respectant la dignité humaine, en tenant compte du développement futur de la technique ? »

IV. Les anarchistes pensent que les conquêtes de la science ne doivent apporter à l'homme aucun préjudice physique ou moral et que nul ne doit les utiliser dans ce dessein : on retrouve là les deux règles de la robotique formulées par le biologiste et écrivain de science-fiction Isaac Asimov. « Le développement de la technique donne à l'homme la possibilité de se libérer du travail d'esclave » (Kropotkine). Au droit au travail, il faut substituer le droit au bien-être, et les hommes

devraient comprendre « ce que tant d'entre eux ne savent plus aujourd'hui, que les seules choses qui comptent dans ce monde sont des impondérables : la beauté et la sagesse, le rire et l'amour. » (Arthur C. Clarke, *Regards sur l'avenir de la technique*, 1963)

Pour la bourgeoisie, l'homme est un être voué au travail, et peu importe si ce travail est utile ou non, s'il est au service des œuvres de destruction, si le travailleur est un idiot spécialisé ou un soldat !

Pour les dirigeants des syndicats et les social-démocrates, une seule chose compte, c'est le plein emploi. Ils luttent pour que chacun puisse exercer son droit au travail, que ce soit dans le cycle d'une production destinée à accroître le bien-être général, ou dans les industries de guerre, l'armée et la bureaucratie.

Entre le système des salaires dont dépend le revenu individuel et les capacités de chacun, il n'y a plus de rapport rationnel ni même réel. Nous devons donc rejeter cette liaison revenu-travail. Le problème n'est plus d'augmenter le revenu individuel par une diminution – illusoire ! – des bénéfices des entreprises, mais de faire cesser la vente au plus offrant de la force de travail et de mettre fin au régime du salariat. Les solutions anarchistes : propriété sociale, autogestion, structures fédéralistes, ont conservé toute leur valeur au siècle de l'automatisation.

Le nouveau prolétariat qui groupera bientôt plus d'employés et de techniciens que d'ouvriers pose un problème capital : le capitalisme tend à augmenter le plus rapidement possible le nombre des spécialistes en les soumettant à une formation accélérée qui ne tient plus compte des connaissances prétendues inutiles, de l'intelligence, de la critique, mais qui tend à former des robots spécialisés aptes à remplir une tâche précise et parfaitement ignorants en dehors de leur spécialité. Cette déshumanisation de l'individu pratiquée par les régimes autoritaires ou démocratiques, par les États-Unis ou par l'URSS, conduit à la destruction de la personne humaine.

D'où trois conséquences de cette analyse : 1. À l'ère de la technique, une école fondée sur la liberté doit remplacer l'enseignement autoritaire et orienté par le capitalisme ; 2. L'accroissement de la production résultant de l'automatisation et de la cybernétique doit assurer à la société plus de liberté et de sécurité, à condition d'organiser l'économie pour assurer l'existence matérielle des hommes ; 3. Ces deux points ne peuvent se réaliser que si l'on détruit le militarisme mondial qui est l'instrument de toutes les idéologies autoritaires.

Jean Barrué
in *Anarchisme aujourd'hui*,
1970

Radio libertaire

De la « politique de la ville » à la « police de la ville »

« Chroniques rebelles » reçoit Jean-Pierre Garnier le samedi 6 avril de 13 h 30 à 15 h 30

DEPUIS son accession au pouvoir, en 1981, on n'en finirait plus de comptabiliser les reniements et les ralliements de la soi-disant gauche, « plurielle » ou non, à l'ordre bourgeois. Réhabilitation du marché, de l'entreprise et du profit. Adhésion à l'Europe sociale-libérale. Alignement sur la politique étrangère des grandes puissances capitalistes. Suivismisme à l'égard des guerres impérialistes menées sous la houlette de l'OTAN, etc. Mais ces virages à droite successifs doivent être présentés pour autre chose que ce qu'ils sont. À chaque fois que des gouvernements ou des partis, qui n'ont plus de « socialiste » ou de « communiste » que l'appellation, foulent au pied les idéaux progressistes dont ils se réclament, un qualificatif revient pour célébrer ce retournement : « révolution culturelle ». La conversion de la « gauche » gouvernante au tout-sécuritaire n'a pas failli à la règle.

Opéré dès la fin des années 80 et confirmé lors du colloque de Villepinte, en octobre 1997, le tournant ouvertement répressif de la « politique de la ville » pour juguler la « violence urbaine » a été salué comme une « révolution culturelle ». Mais, à l'instar de la « révolution nationale » de Vichy, cette rhétorique recouvre un projet fondamentalement contre-révolutionnaire : recourir à la violence d'État pour neutraliser la

violence par laquelle une partie des groupes dominés répond à la violence de leur relégation sociale.

Le « nouvel ordre mondial » du capital globalisé a, en effet, un corollaire : la nécessité pour les autorités d'instaurer un nouvel ordre local pour enrayer « sur le terrain » les désordres sociaux engendrés par cet ordre lointain. Face à des jeunes qui refusent d'intégrer les rangs du salariat précaire, c'est-à-dire de subir à leur tour l'insécurité économique et sociale « ennemi intérieur » en érigeant la « sécurité », dans sa version policière, en « priorité ». Ainsi le « droit à la sécurité » sera-t-il mis en avant pour faire oublier que les droits sociaux sont démantelés les uns après les autres. De même la « lutte contre l'insécurité » remplacera-t-elle le combat contre les inégalités.

La politique dite « de la ville » n'a jamais eu qu'une cible : certains habitants de certaines parties de la ville. Mais les divers traitements (économique, social, urbanistique, culturel, etc.) du « malaise des cités » ont fait long feu. Autant dire que le mot « cible » est désormais à prendre au pied de la lettre. Place au traitement de choc judiciaire et policier. Et peut-être militaire demain.

Jean-Pierre Garnier

Toulouse, septembre noir



JUSTE six mois après la catastrophe d'AZF, *Toulouse, septembre noir* paraît. Une BD noir et blanc avec au dessin Besson des « Requins Marteaux » et au scénario Dourel, Belaubre, Réglat. Cette trentaine de pages fournit une version légèrement décalée et romancée des événements qui ont bouleversé la Ville Rose depuis le 21 septembre 2001. Le lecteur toulousain retrouvera bien sûr certaines images choc de l'explosion de l'usine chimique : les conseils absurdes du préfet appelant au confinement alors que les fenêtres

avaient volé en éclat sous le choc, le téléphone pour les sinistrés, les rumeurs véhiculées par une certaine presse de droite et d'extrême droite, le délestage de l'ammoniac dans la Garonne... Quant à l'amateur de BD, il appréciera sans aucun doute le trait original de Besson et un bon scénario de politique-fiction mais souvent pas si éloigné que ça de la réalité.

Jimma

groupe Albert-Camus, Toulouse

1. Editions AAEL (très proche de l'imprimerie 34), 8, rue de Bagnolet Toulouse, 10 euros.



En vrac



LE MYTHIQUE fanzine *New Wave* (1980-1995) renaît de ses cendres, et dans le genre anarcho-punk, c'est beaucoup mieux ! Sur sept (?) pages format journal, on trouvera des adresses d'activistes de la scène européenne, quelques diatribes euphoriques bien vues contre les diverses tentatives de récupération du punk par les marchands de culture et les médias, un dossier sur des groupes féminins d'Amérique latine et des Caraïbes, et une mise au point historique sur le mouvement punk de 1974 à 1976. Et, last but not least, le fac-similé d'un article paru en 1981 dans ce même zine, autour du RAR (Rock Against Racism). Un peu trop bref parfois, mais allez, on va pas chipoter.

1,5 euro (+ quelques timbres) à CELIA, BP 6, 75462 Paris cedex 10

ÇA TIEN dans la main et ça s'appelle le *Petit Guide des alternatives* à Grenoble. Des conseils et des adresses pour éviter la consommation bête et méchante, pour circuler autrement, pour manger mieux et soutenir la production alimentaire non intensive, pour écouter de la musique non soupeuse, découvrir les lieux autogérés dans la ville, lire une autre presse (fanzines, etc.), aller à la rencontre des militant(e)s... Parce que « la ville que tu habites regorge de lieux et de structures alternatives qui sont aux antipodes des recherches habituelles de fric, de pouvoir ou de contrôle », comme disent en préambule les auteurs anonymes de ce sympathique petit carnet. Indispensable pour mieux connaître le côté obscur de Grenoble... Prix libre, renseignez-vous auprès de : legn@alter.org.

L'ANARCHO-PUNK Fédération édite le premier numéro de contre-culture, fruit d'un travail collectif où il est principalement question des liens entre le punk et la politique. Pas mal d'activistes de la scène alternative s'expriment dans les pages du zine, que ce soit par le biais de textes personnels ou d'interviews. Des dossiers sur les scènes indonésienne et polonaise viennent enfoncer le clou, et l'on a droit aux habituelles chroniques de disques, zines, etc. Bon, l'initiative est louable, les rédacteurs et rédactrices sont manifestement pétri(e)s de bonnes intentions, mais le résultat est, dans l'ensemble, assez décevant. Les raisonnements sont globalement bâclés, sans grande profondeur, limités à d'éternels poncifs (« l'apolitisme c'est pas bien », etc.). Et bourrés de fautes d'orthographe, ce qui est gênant pour une telle thématique. Dommage. Mais on attend la suite.

Prix libre à l'APE, BP 536, 21014 Dijon cedex.

Bruno Daraquy chante et dit Gaston Couté au théâtre des Déchargeurs du 9 au 13 avril



IL Y A maintenant un peu plus d'un an, que Bruno Daraquy nous proposait son disque sur Gaston Couté, intitulé *Les Absinthes*. Pour moi, qui ne connaissais Couté que de nom, sans jamais avoir lu ses poèmes, ou entendu quiconque l'interpréter, ce fut une véritable révélation. Révélation poétique, révélation humaine, révélation de tout un pan de cette période de notre histoire, située entre la fin du XIX^e et le début du XX^e siècle.

L'autre révélation, c'est sur scène, où Serge Urgé-Royo, l'avait invité, il y a maintenant un peu plus d'un an, au théâtre du Trianon, où son interprétation, faisait renaître Couté devant nous, et partager, à un siècle de distance, son amour de la terre beauçoise, des gestes du quotidien, de sa lucidité, et ses révoltes, contre l'hypocrisie, le nationalisme et la connerie.

Mais ce qui frappe le plus, dès le départ, c'est le choix, des douze textes mis en musique par Jacques Ivan Duchesne, qui constituent, le point de départ, pour faire

connaissance avec l'œuvre de celui qui fut surnommé, le « Mistral de la Beauce ».

Ce qui est magique dans l'interprétation de Bruno Daraquy, c'est cette intimité avec le cheminement du temps, au rythme des saisons, du pas des bêtes et des hommes, et des gestes séculaires des « mangeux de terre », contrariés par les dominants, les ceux qui savent tout, et veulent vous faire entrer dans leur cadre, leur règles, pour vous faire baisser la tête, et rentrer dans le rang.

Couté est un homme de son temps, et Bruno Daraquy, avec les textes qu'il a choisis, nous permet de le suivre de sa terre natale de Beaugency aux cabarets de Paris. Et l'on sent et l'on touche avec lui, cette terre de Beauce, et ses révoltes, contre l'absurdité de ce monde injuste aux règles de domination et d'exploitations inchangées.

Gaston Couté est un « gas qu'a mal tourné », puisqu'il est mort en 1911, à l'âge de 31 ans. Mais il reste étonnamment vivant, grâce à l'interprétation, et à la voix

chaude, grave et sensible, de Bruno Daraquy, à qui il ne manquerait, que la fine moustache de Gaston Couté.

Sylvain Briant

Bruno Daraquy est accompagné sur scène par Philippe Mira, dans une mise en scène de Sylvie Lafleur.

Bruno Daraquy

du 9 au 13 avril 2002 à 22 heures au théâtre des Déchargeurs, 3, rue des Déchargeurs, 75001 Paris Métro et RER : Châtelet

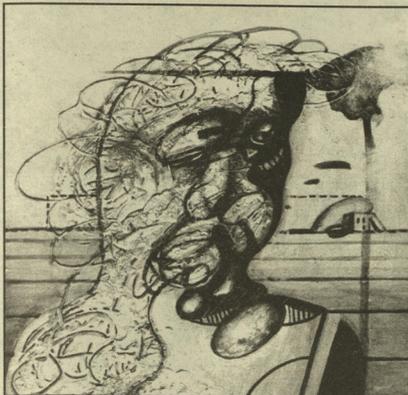
Prix des places

15 €, tarif réduit : 13 €, chômeurs, étudiant, RMI : 10 € Carte d'auditeur de Radio libertaire : 13 €

Réservations

Édito Hudin : 01 43 52 20 40 Théâtre des Déchargeurs : 01 42 36 00 02

L'immuable métamorphose de BTR



Portrait

de BTR

BERNARD THOMAS-ROUDEIX (BTR pour les amis) est un peintre d'expérience... et de qualité. Certains d'entre vous ont pu voir quelques unes de ses œuvres offertes en soutien à Radio libertaire, lors de différentes expositions. C'est un peintre qui a prolongé son travail en devenant céramiste, par le moyen d'une merveilleuse alchimie artisanale. Ainsi, on passe d'une technique à l'autre en glissant d'une œuvre à la suivante, sans heurts. Nous n'oublierions pas qu'il dessine et qu'il pratique la gravure et une multitude de techniques originales qui ne laissent pas de nous étonner.

BTR manifeste, c'est certain, une fidélité à des structures immuables (le portrait humain, la ville moderne, les

campagnes anciennes), mais qu'il travaille sans crainte de choquer, usant des matières les plus invraisemblables : de la paille, un vieux jean, des tissus variés et j'en passe... Il transforme, transmue, métamorphose le monde et les êtres avec dureté dirions-nous, ou alors avec la douleur qui vit en lui ? C'est sûr qu'il y a du relief ! Aucune platitude dans son expression, c'est le moins à dire. Les « choses » employées sur la toile sont « là », naturelles et nécessaires...

Mon goût le plus récent pour son travail va à la céramique mais, dernièrement, il a introduit dans ses toiles des éléments qui ressemblent à de la terre cuite. Allez vous y retrouver !

BTR n'est ni un figuratif ni un abstrait, si ces mots veulent dire quelque chose. Mon premier passage à son atelier me laissa pour le moins perplexe : je n'entrais pas dans l'œuvre, je ne comprenais pas (fallait-il comprendre ?). Puis, d'une visite d'amitié en visites d'activités diverses — dont ce n'est pas le lieu de parler ici —, j'ai pu pénétrer sa poésie picturale : cela se fait lentement, par approches successives, avec patience, en sympathie, comme un livre déjà lu distraitement dont on découvre la richesse avec étonnement quelque temps plus tard.

BTR expose à « Peinture fraîche » : il faudrait parler aussi de cette galerie exceptionnelle qui n'est pas « d'abord » une galerie de marchands d'art. Mais je ne juge pas nécessaire de tout dire. Faites l'effort d'une promenade ! Il y a des plaisirs qui se méritent, et vous avez jusqu'au 13 avril pour aller au 29, rue de Bourgogne à Paris dans le 7^e arrondisse-

ment (M^o Varenne ou Invalides). On peut aussi téléphoner au 01 45 51 00 85.

Un dernier mot qu'il nous faudra un jour développer : nous sommes quelques-uns à penser que le militantisme pur et dur se prive d'une dimension essentielle quand il néglige comme secondaire ce que nous nommons le « sensible », la poésie...

André

groupe de Montreuil



Burenopathe



Que fait la police ?

Depuis près de dix ans l'Observatoire des libertés publiques recense méthodiquement les bavures policières, dans une publication mensuelle *Que fait la police ?* Pour ce petit volume, Maurice Rajsfus a sélectionné quelques centaines d'histoires sur la vraie vie des commissariats. Pas toujours drôle.

En vente à Publico, 3 €.



Suite à un article dans le *Monde libertaire* 1270 consacré à André Veidoux, voici un de ses poèmes.

Les Sauvages

Les Parfaits, les voilà, ces Européens !...
Ils ont brûlé les étapes,
Semé, sous l'œil des satrapes,
Leur route de cent témoins cyclopéens...
— Ils ont des Dieux et des Maîtres,
Des Morales et des Lois !
Pourquoi veulent-ils, les Traîtres,
Nous entraîner au Calvaire sous leur Croix ?...

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Nous restons les Sauvages !

Les Parfaits, les voilà, ces Civilisés !...
Sous des masques ridicules
S'exaltant, ces homuncules
Ont le sang vicié des syphylisés !
De leur art d'hypocrisie
D'irréalisme et d'erreur,
Qui, même en Mélanésie,
Voudrait en être complice, en son horreur ?

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Nous restons les Sauvages !

Les Parfaits, les voilà, ces Serfs des Sions
Aux Dieux vendant sans scrupule
L'absoute à l'âpre crapule
Des Impostures et des Damnations !
Pour l'ombre lâchant la proie,
Chiens croyant en leurs veneurs,
Avant le Siège de Troie,
Ils étaient déjà des derwiches tourneurs !...

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Nous restons les Sauvages !

Les Parfaits, les voilà, ces Northmen fameux
Qui se sont créés sans trêve
Des besoins de filleuls d'Ève
Qu'ils ne peuvent nourrir sans la mort d'entre eux !
Ils ont l'âme d'un Caïphe,
Des Morales et des Lois !
Avec ce *Struggle for life*
Qui tue et ne les solidarise pas !

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Nous restons les Sauvages !

Les Parfaits, les voilà, ces frères d'Abel
Au flagorneur sacrifice
Dont l'écrasant maléfice
Nous a poursuivis d'un opprobre éternel !
Haïne aux marchands de sourire,
Aux bourreaux du vieux Kaïn !
Ne l'avez-vous point su lire
La vengeance, au cœur des Fils du grand Païen ?

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Nous restons les Sauvages !

Les Parfaits, les voilà, ces guerriers vainqueurs
Qui boivent le sang des frères
Aux amphores funéraires,
Comme les ivrognes d'infâmes liqueurs !...
O race de Géorgie,
Jamais nous n'avons atteint
A ces firmaments d'orgie,
Ignorant encor de l'encens et du thym !

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Nous restons les Sauvages !

Plus que Parfait, c'est toi, Peuple souverain,
Qui te dis si libertaire,
Mais dont le fier caractère
Se vautre comme une vache en son purin !...
Alors, c'est toi, Gent d'église,
Qui veux tant nous enrôler
Dans ton sein qui stérilise,
Pour mieux nous étreindre et mieux nous immoler ?...

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Nous restons les Sauvages !

Les Parfaits, les voilà, ces rêveurs épaïs
À l'inconscience immense,
Et tels que, dans leur démençe,
Par leurs très propres armes ils sont frappés !...
Et ce sont ces molochistes,
Ce sont ces nains repoussants,
Qui de nos mœurs anarchistes
Viendraient troubler l'harmonie et le bon sens ?...

Nous sommes les Sauvages,
Tare des premiers âges,
Hideux, cruels, peu sages...
Oh ! restons les Sauvages !

André Veidoux

extrait de *Véhémentement* (Paris, Bibliothèque artistique et littéraire, 1896)

Vie du mouvement

Une carte d'accès libre aux transports franciliens

Dans le cadre de la campagne pour des transports gratuits, le Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP) met en circulation un nouvel outil de propagande qui fera concurrence à la Carte orange.

LE SERVICE public a comme objectif de satisfaire les besoins des usagers et non d'être au service des profits. Ces missions devront être définies par les usagers et les salariés concernés. Les transports sont déjà payés : le billet que nous achetons ne représente que 10 % à 15 % du budget total de la RATP et de la SNCF (banlieue). Les transports sont déjà payés par les taxes, les impôts, le versement transports des entreprises, nous devrions tous y avoir accès gratuitement.

Les politiciens, les patrons, les cadres supérieurs ont des voitures de fonction, donc ils voyagent gratuitement, la plupart des salariés ont leur Carte orange remboursée à moitié. Ce sont les plus bas revenus qui payent le plus le droit à se déplacer. Ce sont aussi les zones défavorisées qui sont les moins bien desservies. Ne pas payer est donc une action de réappropriation urbaine et sociale. La gratuité, c'est aussi moins de voitures, moins de pollution. Les coûts économiques de cette pollution ne sont jamais pris en compte.

Cette carte n'est pas un titre de transport. Présentez-la lors de chaque contrôle.

Même si vous avez un titre de transport, c'est un acte de solidarité avec ceux et celles qui ne peuvent pas payer. Ne pas payer est un acte de légitime défense économique. Entrer librement dans le métro, le bus, le tram ou le train de banlieue, c'est nous réapproprier un espace qui nous appartient déjà. Nous faire payer une deuxième fois, c'est du vol !

Essayez d'expliquer le sens de la démarche à vos interlocuteurs. Certains acceptent ces arguments. Les salariés de la RATP, de la SNCF ne sont pas des adversaires, ni des boucs émissaires. Ce sont les élus qui décident de la politique de transports.

Incapable de combattre la misère, les gouvernements criminalisent la pauvreté. Ne pas pouvoir payer un ticket est désormais un délit. 7500 euros et six mois de prison pour un individu ayant eu dix procès-verbaux en une année. N'hésitez pas à photocopier cette carte, à la faire circuler. Envoyez-la à votre maire, votre député, au conseil régional, vos ami(e)s, etc.

RATP : gratuit@samizdat.fr
145, rue Amelot, 75011 Paris

L'État italien au Salon du livre

JUDI 21 mars, le Salon du livre était inauguré, en présence du secrétaire d'État à la culture du pays invité, l'Italie. Nous avions appelé à un rassemblement avec SUD et la CGT, auquel s'étaient greffés les autres syndicats de la culture, qui ont réuni plusieurs dizaines de personnes, en présence du Front musical d'intervention. Par ailleurs, nous avons organisé deux actions à l'intérieur. L'une contre la présence de Sgarbi, représentant un gou-

vernement oscillant entre le néofascisme et un capitalisme libéral particulièrement destructeur, visant à privatiser intégralement la culture, et attaquant régulièrement (entre autres) les travailleurs de ce secteur en Italie (dont nos camarades de l'USI et des COBAS). Nous avons insufflé un peu de radicalité, bousculant sévèrement le service d'ordre de Sgarbi, qui s'est rapidement enfui. Puis, nous avons accroché notre banderole sur le pavillon italien : « Lorsque

j'entends le mot culture, je sors mon revolver. Berlusconi », avant de sortir rejoindre le rassemblement.

La seconde action, organisée par nos sections syndicales FNAC avec SUD, le CGT et FO, s'est attaquée au « café littéraire » de la FNAC. L'action fut réussie, et le café littéraire est devenu pour un temps un lieu libre et autogéré...

CNT, syndicat de la Communication



À la petite semaine Démocratie (suite)



INTERROGÉE sur les possibles méfaits du cannabis, Arlette Laguiller, la bande sans fin de « Radio prolétaires », répond que les jeunes devraient plutôt l'aider à bâtir le parti des travailleurs. Réagissant au drame de la mairie de Nanterre, Christine Boutin, l'une des femmes du pape, précise que son propos sera désormais davantage axé sur « le respect de la vie », formule qui lui sert en permanence à combattre le droit à l'avortement. Dans les deux cas, les réponses ne dépendraient aucunement des questions posées : celles-ci auraient porté sur l'élection de Miss France ou la charcuterie corse qu'elles auraient été les mêmes.

Autant de finesse, d'intelligence et de subtilité ne nous parviennent pas

que des deux extrémités de l'éventail électoral qui fait beaucoup de vent ! Dans le débat omniprésent sur l'insécurité, qui transforme cette campagne en réunions de préfets de police, là encore, une grande humanité le dispute à une hauteur de vue qui laisse pantois.

Il est difficile de comprendre pourquoi le taux d'abstention est à nouveau appelé à connaître une progression. Heureusement, la direction de la chaîne M6, qui s'apprete à enfermer des Loanas et des Steevys sous caméras, a fait savoir que « même coupés du monde, les lofteurs pourront voter à la présidentielle ».

C'est le temps des élections. C'est la démocratie !

Floréal

Balles tragiques à Nanterre

UN FORCENÉ de Nanterre tire sur le Conseil municipal et fait la une des médias...

L'aventure est suffisamment lamentable pour qu'on en reste là. Un début de polémique de la part des Verts pour dénier tout rapport avec l'individu, puis le « suicide surprise » et les discours sur la sécurité. Pas grand chose sur les utilisateurs d'armes à feu, mais business !

On croyait être tranquilles et laisser les familles faire leur deuil.

Mais la presse doit trouver du croustillant, même durant le week-end pascal. Entre la mort de la grand-mère reine, le pape recourbé et la tragédie palestinienne, un hebdomadaire du dimanche a titré que le tueur des Hauts-de-Seine avait eu des contacts avec les anarchistes et l'ultra-gauche. D'où vient l'insécurité ? Suivez mon regard !

En lisant l'article, on apprend qu'il avait adhéré au PS à la suite de contacts universitaires en 1994, puis, quelque temps après, avait rejoint les Verts... Et vive le journalisme tarte à la crème !

Antoine Laverdure



Bordeaux

LA VIEILLE BOURSE DU TRAVAIL est un lieu alternatif, ouvert, militant et culturel. Depuis le 10 janvier, des organisations syndicales, des associations culturelles et des individus occupent ce bâtiment historique, bradé par la mairie. Venez rencontrer le collectif d'occupation et faire vivre ce lieu légué en 1897 par la mairie aux travailleurs. Collectif pour un centre syndical, associatif et culturel à la vieille Bourse du travail, 42, rue Lalande à Bordeaux (près de la DRAC).



Ceci est un bonobo. Il n'ira pas voter.



McDo : ça continue

PARIS, McDO SAINT-GERMAIN. La direction avait assigné le gréviste au TGI. Manque de chance pour elle, l'assignation a été jugée irrecevable par le tribunal car la raison sociale de la société à l'origine de l'action en justice n'est pas celle qui emploie les salariés ! Donc, l'affaire doit recommencer. Le tribunal a néanmoins nommé un médiateur pour résoudre ce conflit. Samedi, le médiateur est là. L'huisserie aussi. Les salariés entament une grève vers 11 heures. À l'extérieur, une vingtaine de soutien est présente. Des rubans de Scotch barrent symboliquement l'entrée du restaurant. Des affichettes sont apposées par les grévistes. Un gros panneau « Grève » se distingue.

À l'intérieur, le médiateur essaie d'embrouiller les grévistes en leur demandant d'envisager la mise en place d'un calendrier de discussion/négociations avec la direction. Il réclame que le Scotch soit enlevé. Les grévistes s'exécutent. Puis il veut que les affiches soient enlevées. Les grévistes refusent. Ils ont fait un geste, ils en attendent un en contrepartie. En fait, dans la discussion, le médiateur leur demande de « suspendre » la grève pour pouvoir obtenir un rendez-vous de discussion avec la direction afin de définir un protocole et un calendrier de négociations, avec ordre du jour à préciser, etc. Il cherche vainement à expliquer aux grévistes la différence entre « suspendre » et « arrêter » mais comme il n'y en a aucune, la grève se poursuit tout l'après-midi. On est en pleine discussion dans le vide. Les grévistes demandent peu de choses : la levée des sanctions et il n'y a rien à « négocier ». Des sanctions s'appliquent ou se retirent !

Depuis le 26 mars, toutefois, le processus de « médiation » est en cours : le travail a repris et les revendications ont été présentées à la direction et au médiateur (annulation des sanctions ; paiement des jours de mise à pied y compris de mise à pied conservatoire ; mutation du gérant pour faute professionnelle [harcèlement...]; prise en compte de la revendication du 13^e mois, objet de plusieurs mouvements de grève en janvier et février dernier ; pas de discrimination pour les personnes pour fait de grève).

La grève est suspendue : les grévistes ont imposé à la direction la présence visible d'une affiche expliquant la situation du restaurant aux clients (grève depuis le 2 mars suite à des sanctions pour fait de grève, nomination d'un médiateur le 23 mars, suspension de la grève depuis le 26 et attente de la satisfaction des revendications). Les grévistes doivent rencontrer la direction en présence du médiateur. La médiation devait durer jusqu'au 5 avril mais le délai est prolongé jusqu'au 20 avril. À suivre.

Comité de soutien aux salariés de McDo, Fnac, Disney en lutte

A-Infos